

Sécuriser Bagdâd: un plan incertain et risqué

Par Nicolas Martin-Lalande, chercheur à l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques (www.dandurand.uqam.ca).

Le plan pour sécuriser Bagdâd qui sous-tend la nouvelle stratégie conjointe américano-irakienne est incertain et risqué. Il est incertain au niveau opérationnel car il présente des atouts mais aussi des faiblesses. Il est risqué au niveau stratégique parce qu'il pourrait ouvrir un nouveau front des violences inter-communautaires et catalyser une résistance nationale voire une insurrection généralisée.

La stratégie annoncée séparément par MM. al-Maliki et Bush pose que la sécurité pré-conditionne la réconciliation nationale et la reconstruction. Elle poursuit l'objectif de créer militairement les pré-conditions sécuritaires et psychologiques d'une solution politique étayée par le progrès socio-économique. Le nouveau triptyque stratégique prévoit la mise en œuvre simultanée d'un volet politique (pressuriser et responsabiliser le gouvernement irakien), d'un volet militaire (réduire les violences inter-communautaire et insurrectionnelle) et d'un volet économique (articuler les besoins socio-économiques à court, moyen et long termes). Le volet militaire priorise au niveau opérationnel de sécuriser la population de Bagdâd, épicerie des violences, et d'irakiser la conception comme l'exécution des plans de sécurité. Au niveau tactique, 8 000 forces de sécurité irakiennes et 7 000 militaires américains s'ajoutent aux 42 000 et 24 000 déjà mobilisés dans la capitale.

Des incertitudes opérationnelles

Le nouveau plan pour sécuriser Bagdâd est incertain au niveau opérationnel car il présente des atouts mais aussi des faiblesses.

Certes, il présente des atouts. D'abord, il s'inspire des succès contre-insurrectionnels du lieutenant-général David Petraeus (Mossoul en 2004) ainsi que du colonel H.R. McCaster (Tall' Afar en 2005) et il tire les leçons de l'échec de l'opération "en avant ensemble" – déclenchée dans Bagdâd en juin 2006, ressuscitée en août puis abandonnée à l'automne. L'augmentation des effectifs militaires américains et irakiens (de 66 000 à 81 000 au total) doit permettre la mise en œuvre effective des préceptes classiques de contre-insurrection: maintenir le contrôle physique des zones préalablement nettoyées (des groupes insurrectionnels sunnites et des milices chiites) puis amorcer leur reconstruction. Militaires américains et irakiens investiront une trentaine d'avant-postes urbains de proximité – répartis dans les neuf zones militaires quadrillant la capitale – à partir desquels ils s'efforceront d'interagir au quotidien avec la population. En tant que nouveau commandant des forces américaines en Irak, c'est du reste Petraeus, co-auteur du manuel de contre-insurrection publié par l'U.S. Army et le Marine Corps en décembre 2006, qui supervisera leurs opérations. Ensuite, il restaure la liberté d'action des troupes à l'encontre des milices arabes chiites en interdisant au gouvernement irakien d'interférer politiquement dans la conduite des opérations militaires et en assouplissant les règles d'engagement du feu. Enfin, il est en soi une opération psychologique. L'annonce de l'augmentation des effectifs fléchit la détermination des entrepreneurs de violence avant même le déclenchement des opérations de combat.

Le nouveau plan de sécurité pour la capitale recèle toutefois de nombreuses faiblesses. Premièrement, l'application des "modèles" de Mossoul et Tall' Afar à une ville de six millions d'habitants deux ans après – alors que l'environnement de sécurité s'est morcelé et complexifié – demeure aléatoire. Deuxièmement, les effectifs supplémentaires déployés restent en-deçà du *ratio* contre-insurgé (militaire ou policier) par habitants recommandé par la doctrine classique – 1 pour 40-50 soit un *quorum* de 120-150 000 contre-insurgés pour Bagdâd. Troisièmement, le caractère temporaire de l'escalade militaire convainc les acteurs armés non-étatiques d'esquiver la bataille en passant provisoirement dans la clandestinité. Réorganisés, réarmés et réapprovisionnés, ils se redéployeront une fois l'orage passé. Quatrièmement, en engageant les groupes armés souvent seuls garants des systèmes de défense communautaires, troupes américaines et irakiennes vulnérabilisent les communautés mêmes qu'elles ont vocation à protéger, encourageant par-là ironiquement les violences inter-communautaires. Cinquièmement, un comité de crise présidé par le premier ministre al-Maliki, comprenant notamment les ministres irakiens de la Défense ainsi que de l'Intérieur et le commandant des troupes américaines en Irak, assure le commandement. Cette dualité irako-américaine de la chaîne de commandement méconnaît le principe de l'unité d'effort qui voue la

guerre par conseil à l'échec. Sixièmement, la réussite du plan est conditionnée par la bonne volonté du cabinet irakien et l'efficacité de ses forces de sécurité. Or, d'un côté, la police et dans une moindre mesure l'armée irakiennes manquent encore de crédibilité. Elles sont de collusion avec, de même qu'infiltrées par, les insurgés sunnites et les miliciens chiites. De l'autre côté, l'engagement du gouvernement d'intervenir contre les milices affiliées aux forces politiques qui le soutiennent et de ne pas interférer politiquement dans la conduite des opérations militaires est à l'épreuve au moment où l'irakisation de la responsabilité de la sécurité pourrait être synonyme d'une re-politisation. La multiplication des pressions appliquées contre le commandant de l'Armée du Mahdi, Moqtada al-Sadr, a tout à la fois vocation à déséquilibrer la principale figure chiite d'opposition à l'occupation américaine, à provoquer sa milice, à rompre le lien entre celle-ci et le gouvernement légal et à tester la résolution de ce dernier. La Force multinationale mène de nombreux raids dans le bastion mahdiste de *Sadr City* depuis novembre 2006, ciblant généralement des cellules responsables d'exécutions extra-judiciaires et d'activités criminelles variées. Le 27 décembre, les troupes américaines éliminent Sahib al-Ameri, secrétaire général d'une organisation caritative pro-sadrisme dans la ville sainte d'an-Nadjaf. Le 18 janvier 2007, elles arrêtent un des porte-paroles du mouvement, al-Darraji.

Des risques stratégiques

Le nouveau plan pour sécuriser Bagdad est risqué au niveau stratégique car il pourrait ouvrir un nouveau front des violences inter-communautaires et catalyser une résistance nationale (contre l'occupant étranger) voire une insurrection généralisée (contre le gouvernement irakien).

Le plan mobilise 8 000 militaires de l'armée nationale irakienne supplémentaires. Motivée par l'argument selon lequel leur non-arabité et leur professionnalisme les rendront moins sensibles aux conflits d'allégeances lors d'opérations menées contre les bastions insurrectionnels et miliciens, la mobilisation de brigades kurdes sunnites nourrit cependant des craintes. Leur implication recèle effectivement un triple risque. Elle pourrait vérifier la réputation de brutalité tactique dont les *Peshmerga* ont hérité lors des opérations de contre-insurrection à al-Falloudjâh et Tall' Afar en 2004-5. Elle pourrait compliquer la conduite des opérations car seuls les officiers kurdes parlent l'arabe (90% des soldats ne parlent que le kurde). Elle pourrait alimenter la perception stratégique d'une communauté kurde sunnite dorénavant actrice de violences inter-communautaires jusqu'alors inter-confessionnelles mais intra-arabes. Si la restauration de la liberté d'action du cabinet al-Maliki par rapport aux forces politiques favorables aux milices chiites induit d'engager militairement ces dernières, la contribution des militaires kurdes sunnites pourrait donc ouvrir un nouveau front des violences inter-communautaires, cette fois non plus seulement inter-confessionnelles mais aussi inter-ethniques.

La communauté arabe chiite a déjà résisté par les armes contre l'occupation étrangère en avril et août 2004 dans les villes de Bassora, Nâssirîyah, al-Amârah, al-Koût, an-Nadjaf et dans le ghetto chiite de la capitale *Sadr City*. Cette rébellion fut provisoirement perçue comme un tournant de l'après-guerre: la Force multinationale affrontait pour la première fois une opposition armée organisée de la part des Arabes chiites faisant craindre une résistance à deux fronts analogue à celle qui unit à l'été 1920 tribus chiites et sunnites contre la colonisation britannique. Les représentants de la communauté chiite avaient finalement privilégié l'opposition politique conventionnelle à la lutte armée en concluant une trêve le 26 août 2004 – fermant ainsi la parenthèse d'une union sacrée tactique entre Chiites et Sunnites scellée dans la "résistance nationale" contre l'occupant étranger.

L'hypothèse du soulèvement chiite reste depuis virtuelle. Mais l'opération de sécurisation de Bagdad risque précisément de la réaliser. L'engagement militaire de l'Armée du Mahdi parallèlement aux efforts menés pour marginaliser politiquement le mouvement sadriste – reconfigurer l'échiquier politique en formant une alliance pan-communautaire des modérés – diminuera pour Moqtada al-Sadr l'attractivité d'une solution politique négociée, radicalisera sa milice et augmentera son intérêt à basculer dans la résistance armée. Le fait que la décision d'al-Sadr de terminer le boycott politique du cabinet et du Conseil des représentants – où son mouvement détient respectivement six portefeuilles et 32 sièges – ait été prise le 19 janvier, veille de la troisième journée la plus létale pour les troupes américaines depuis le déclenchement de l'intervention militaire (25 militaires tués le 20 janvier) n'est pas fortuite. Il s'agit par-là pour l'Armée du Mahdi d'éroder les forces matérielles et morales de la coalition – afin d'en contraindre le retrait – à l'abri de l'intégration au processus politique. Al-Sadr pourrait dès lors être tenté de nouer une

coopération tactique *ad hoc* trans-communautaire avec certaines formations partisans sunnites radicales (l'Association des oulémas musulmans) et certains groupes insurrectionnels sunnites (l'Organisation al-Qaida en Mésopotamie) à la faveur d'une volonté convergente de résister à l'occupation étrangère. Pis, cette "résistance nationale" chiito-sunnite contre les troupes étrangères pourrait finalement glisser vers l'insurrection généralisée contre un gouvernement irakien perçu comme le ventriloque de l'administration américaine et le cheval de Troie des intérêts kurdes.